

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°545 – 5 juillet 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Hausse de l'activité économique dans l'UEMOA en mai 2024

Selon le [bulletin mensuel des statistiques de mai 2024](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité de l'UEMOA sont ressortis à nouveau en hausse au cours du mois sous revue. La production industrielle a augmenté de 9,2% en glissement annuel (g.a.) et les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 3,4% et 6,9% en g.a. En outre, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a légèrement augmenté en moyenne, soit +0,4 point en g.a., reflétant principalement les améliorations des scores de la Côte d'Ivoire et du Togo (+0,9 point chacun en g.a), atténuées par les diminutions des scores de la Guinée-Bissau (-1,2), du Bénin (-0,7) et du Niger (-0,3). Enfin, le taux d'inflation dans l'UEMOA s'est établi à 4,3% en g.a. en avril, contre 3,7% le mois précédent. Ce niveau d'inflation est principalement porté par l'accélération des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution +2,9 points de pourcentage).

Près de 248 M EUR de la BOAD en faveur de 9 opérations en Afrique de l'ouest

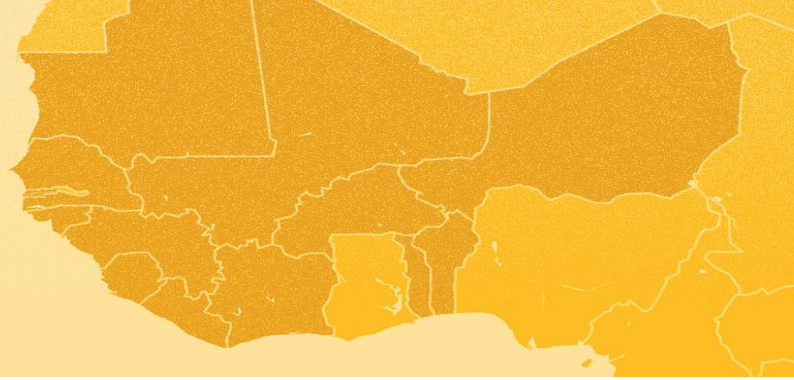
Le 27 juin 2024, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) [a approuvé](#) 9 nouvelles opérations de financement pour un montant global de 162,3 Mds FCFA (247,5 M EUR). Ces opérations concernent notamment : (i) une

Le chiffre à retenir

1 Md USD

Le financement approuvé par la BM en faveur d'un projet de modernisation de l'élevage et de l'agriculture sur une période de 12 ans au Niger

ligne de refinancement en faveur de la Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce Côte d'Ivoire pour un montant de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) ; (ii) des prises de participation au Fonds I&P Afrique Entrepreneurs 3 et au Fonds de développement de projets de l'Alliance pour l'Infrastructure Verte en Afrique à hauteur respectivement de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) et 9,8 Mds FCFA (15 M EUR) ; (iii) au Bénin, la construction et l'équipement de 3 lycées techniques professionnels pour un montant de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) ; (iv) en Côte d'Ivoire, la construction et l'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque de 52 MWc pour un montant de 15,5 Mds FCFA (23,6 M EUR) ; (v) au Sénégal, la phase 2 du Projet de Valorisation des eaux pour le développement des Chaînes de Valeur pour un montant de 25 Mds FCFA (38,1 M EUR), ainsi que la construction d'un terminal de stockage et d'emplissage de gaz liquéfié à hauteur de 7 Mds FCFA (10,7 M EUR) ; (vi) au Togo, la 2^{ème} phase du Projet de Transformation Agroalimentaire pour un montant de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR), ainsi que l'aménagement et le bitumage de la route Tchaasémondé – Gandé – Agbang à hauteur de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR).



Bénin

Plus de 250 000 entreprises recensées en 2023

Le 28 juin 2024, l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStAD) a [publié](#) les résultats préliminaires du 3^{ème} Recensement Général des Entreprises. Ce dernier a permis de dénombrier 252 155 entreprises pour l'année 2023, contre 154 839 en 2008. Le milieu urbain concentre trois quarts de ces établissements (75,1%) et les activités dominantes sont l'artisanat (45,6%) et le commerce (42,2%). Toutefois, parmi les entreprises recensées, seulement 11,7% sont inscrites au registre de commerce, 14,1% disposent d'un Identifiant Fiscal Unique (et donc peuvent être considérées comme exerçant dans le secteur formel) et 4,3% tiennent une comptabilité formelle suivant le Syscohada.

Burkina Faso

Promesse de financement de la Chine d'un montant de 24 M EUR

Le 4 juillet 2024, suite à une audience avec le Ministre des Affaires étrangères de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur, l'Ambassadeur de Chine au Burkina Faso [a annoncé](#) une promesse de financement à hauteur de 16 Mds FCFA (24,4 M EUR) en faveur d'un projet qui sera choisi par le gouvernement burkinabè. Cette audience a été également l'occasion pour l'ambassadeur de réitérer l'invitation au Forum de la coopération Afrique-Chine (FOCAC) 2024, qui aura lieu en septembre, et auquel le Burkina Faso participera selon le Ministre burkinabè.

Augmentation du capital de la SONAGESS pour renforcer la sécurité alimentaire

Lors du Conseil des ministres du 3 juillet 2024, le gouvernement burkinabè [a approuvé](#) l'augmentation du capital social de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (Sonagess) de 200 M FCFA (300 k EUR) à 1 Md FCFA (1,5 M EUR). Cette mesure vise selon le gouvernement à mieux répondre aux défis de gestion de la sécurité alimentaire et à améliorer l'accès des producteurs aux marchés.

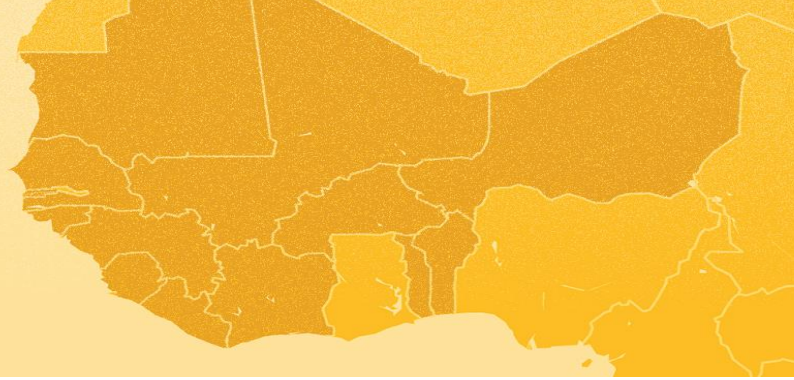
Côte d'Ivoire

Signature d'une convention de 56 M EUR pour une centrale solaire

Le 2 juillet dernier, les autorités ivoiriennes ont procédé à [la signature](#) d'une convention avec la société Kong Solaire portant sur la réalisation d'une centrale solaire de 50 Mwc à Kong, dans le nord du pays. Le montant du projet s'élève à 37 Mds FCFA (56,4 M EUR) et sera financé, dans le cadre d'un partenariat public-privé, par la société Kong Solaire ainsi que ses actionnaires Africa Via (entreprise ivoirienne spécialisée dans l'entreposage et le stockage non frigorifique) et Infraco Africa (appartenant au Private Infrastructure Development Group ou PIDG). La mise en service de la centrale est prévue pour le 3^{ème} trimestre 2026. Ce projet concrétise la volonté du gouvernement ivoirien de renforcer la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique en la faisant passer de 30% actuellement à 45% à horizon 2030.

Valency inaugure une usine de traitement de noix de cajou

Valency International Trading, filiale du groupe singapourien Valency International, spécialisé dans le négoce de matières premières, a [annoncé](#) la mise en service de son usine d'épluchage et d'emballage de noix de cajou à Abidjan. Le site a une capacité de traitement de



45 000 tonnes de cajou brutes par an et offre 2 000 emplois. Le projet a bénéficié de financements finlandais (Finnfund) et norvégien (Norfund) d'un montant total de 10 M USD. L'usine contribuera à l'augmentation du taux de transformation de la noix de cajou brute au niveau local, qui se situe actuellement à 21%. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de noix de cajou brute avec environ 40% de l'offre mondiale.

Gambie

35 M USD de la Banque mondiale au profit des services de santé

La Banque mondiale a [approuvé](#) un financement additionnel de 35 M USD via l'Association internationale de développement (IDA) pour l'amélioration de la qualité et de l'utilisation des services de santé de base en Gambie ainsi que le renforcement du système national de préparation dans le domaine de santé publique. Ce financement vient en supplément des 84,5 M USD déjà alloués au projet de renforcement des services de santé essentiels en Gambie. Ce financement permettra de finaliser la construction d'établissements de santé, de mettre en œuvre le régime national d'assurance maladie et d'intégrer le système d'enregistrement des faits d'état civil avec d'autres systèmes d'information sectoriels, avec pour objectif à terme d'améliorer l'accès et la qualité des soins de santé, y compris dans les zones rurales.

Guinée

Plus de 143 M USD du PAM sur 5 ans en faveur de la sécurité alimentaire

Le Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM) [a approuvé](#) lors de sa session annuelle le nouveau [Plan stratégique pays pour la Guinée](#). Ce plan s'étend sur une période de 5 ans, à compter du 1^{er} juillet 2024,

et est doté d'un budget de 143,5 M USD. Ce nouveau plan a pour objectif de poursuivre les interventions du PAM en faveur des repas scolaires, des programmes de nutrition et de santé, ainsi que de l'amélioration de la résilience alimentaire et moyens de subsistance. Il cible en particulier les enfants, les femmes et les filles enceintes ou allaitantes ainsi que les communautés dont les moyens de subsistance sont menacés.

Libéria

MTN et Orange sanctionnés pour non-respect de la réglementation

L'Autorité des télécommunications du Libéria (LTA) [a sanctionné](#) les opérateurs télécoms Lonestar Cell MTN et Orange Libéria pour violation de la réglementation en vigueur. Chacune des deux sociétés de télécommunication s'est vue infliger une amende de 300 000 USD. La LTA reproche aux deux opérateurs d'avoir abandonné unilatéralement les offres liées au prix plancher appliquées depuis 2019, déséquilibrant ainsi le marché des télécoms, et d'avoir refusé de fournir des données critiques ayant des implications sur les recettes et la mise en place de liaisons transfrontalières non déclarées auprès des opérateurs.

Mali

100 M USD de la Banque mondiale pour la résilience du système de santé

L'Association internationale de développement (IDA), le guichet concessionnel du groupe de la Banque mondiale, [a accordé](#) un crédit d'un montant de 100 M USD destiné à financer le projet *Promouvoir la résilience du système de santé inclusif pour tous au Mali*. Ce projet vise le renforcement de la qualité globale des services de santé essentiels, en particulier les services de santé reproductive, maternelle, néonatale,



infantile et des adolescents, et de nutrition, grâce à une extension des zones de couverture, ainsi qu'une meilleure gestion des dépenses dans le secteur de la santé. Ce programme, d'un montant global de 125 M USD, est co-financé à hauteur de 25 M USD par la Facilité de financement mondiale (GFF). Il devrait bénéficier à 15,4 millions de personnes, dont principalement les femmes, les adolescentes et les enfants.

Niger

1 Md USD de la Banque mondiale pour soutenir la sécurité alimentaire et la résilience climatique

Le 28 juin 2024, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement à hauteur de 1 Md USD afin de soutenir les secteurs de l'agriculture et de l'élevage au Niger. Ce financement est destiné au Projet de modernisation de l'élevage et de l'agriculture (LAMP) et s'étalera sur une période de 12 ans, répartie en 3 phases. La 1^{ère} phase qui devrait s'étendre jusqu'en 2029 pour un montant de 350 M USD, permettra l'adoption des technologies climato-intelligentes, l'amélioration des systèmes d'irrigation et la promotion de bonnes pratiques agricoles et pastorales. La 1^{ère} phase du projet devrait bénéficier à 1,5 millions de nigériens, dont 500 000 jeunes et 700 000 femmes. Selon la Banque mondiale, l'agriculture représente près de 40% du PIB et emploie plus de 80 % de la population du Niger.

Sénégal

La production de la principale mine d'or du pays en baisse en 2023

Le 1er juillet dernier, Sabodala Gold Opération (SGO) [a présenté](#) son rapport de développement durable pour l'année 2023, révélant une production d'or en baisse, avec un peu plus de 8 tonnes, contre 10,1 tonnes en

2022. Cette baisse de production de 18% est attribuée à une diminution de la teneur des minerais de 15% et à l'occupation des gisements par des orpailleurs illégaux. Avec pour conséquence une diminution du chiffre d'affaires annuel de SGO de 10%, en même temps qu'une flambée des coûts d'exploitation. Malgré ces contreperformances, la contribution économique et sociale de SGO au Sénégal a augmenté, passant de 219 Mds FCFA (334 M EUR) en 2022 à 277 Mds FCFA (422 M EUR) en 2023 : les achats locaux ont atteint 145 Mds FCFA (221 M EUR), et les paiements au gouvernement en taxes et impôts ont progressé de 85 Mds FCFA (130 M EUR) à 132 Mds FCFA (201 M EUR) sur un an.

Partenariat entre l'ANAT et l'APIX pour favoriser l'attractivité des terroirs

Le 5 juillet 2024, l'Agence nationale de l'aménagement du territoire (ANAT) et l'Agence de promotion de l'investissement et des grands travaux (APIX) [ont scellé](#) un partenariat visant à promouvoir le potentiel des terroirs sénégalais en vue d'un développement inclusif et équilibré. Cette collaboration permettra la mise en place de pôles économiques, la correction des incohérences territoriales et le développement endogène des territoires. Le directeur général de l'APIX a notamment assuré que les zones agraires nouvellement aménagées devraient attirer des investissements à hauteur de 500 Mds FCFA (762,2 M EUR).

Sierra Leone

20 M USD de la BAfD pour l'emploi des jeunes et des femmes

Le Fonds africain de développement, le guichet concessionnel de la Banque africaine de développement (BAfD), a [approuvé](#) un don de 20 M USD pour soutenir la création d'emplois pour les jeunes et les femmes en Sierra Leone. Ce don soutiendra le Projet de création d'emplois pour les jeunes et les femmes dans les



chaînes de valeur de l'agriculture intelligente face au climat et la gestion des déchets. Ce projet se concentre sur les chaînes de valeur du manioc et de la pêche, où les femmes et les jeunes sont très présentes. Il vise notamment (i) à l'amélioration de l'accès au financement des MPME et la facilitation des relations commerciales avec les grandes entreprises ; (ii) au renforcement des compétences entrepreneuriales et numériques et de la gestion des déchets ; (iii) la création d'une place de marché numérique. Cette initiative devrait selon la BAfD permettre la création de 9 200 emplois, le renforcement de la résilience climatique pour 3 500 jeunes et femmes et l'augmentation de plus de 10% des revenus des MPME.

Togo

Inflation à +3,9% en g.a. en mai 2024

Selon l'Institut national de la statistique et des études démographiques (Inseed), le taux d'inflation s'est élevé à 3,9% en glissement annuel (g.a.) en mai 2024, après s'être établi à 2,6% en g.a. le mois précédent. Ce niveau d'inflation est principalement porté par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non-alcoolisées (+8,1% en g.a.), en particulier des légumes (+15,7% en g.a) et des pains et céréales (+9,4% en g.a.), ainsi que de l'enseignement (+4,7% en g.a).

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)